SÉNAT

Session ordinaire de 1917.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 65^e SÉANCE

Séance du mardi 6 novembre.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Décès de M. Audiffred, sénateur de la Loire. — Allocution de M. le président.
3. — Excuses et demande de congé.
4. — Demande en autorisation de poursuites contre un sénateur. — Renvoi aux bureaux.
5. — Dépôt par M. T. Steeg, ministre de l'intérieur, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
 - Le 1^{er} au nom de M. le ministre des travaux publics, ayant pour objet d'approuver la résiliation de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Nemours à Marnia, avec embranchement vers Nedromah. — Renvoi à la commission des chemins de fer;
 - Le 2^e, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'armement, de M. le ministre des finances, de M. le ministre des affaires étrangères et au sien, portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée. — Renvoi à la commission des douanes.
6. — Dépôt par M. Henry Chéron d'un rapport, au nom de la commission de l'armée, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France.
 - Dépôt par M. Henry Chéron d'un rapport, au nom de la commission de l'armée, sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre.
 - Dépôt par M. Milan d'un rapport, au nom de la commission des chemins de fer, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession des voies ferrées d'intérêt local du Mans à Alençon, de Foulletourte à la Flèche et du Mans à Château-du-Loir, et de modifier les conditions de l'allocation partielle aux dites lignes de la subvention de l'Etat.
 - Dépôt par M. Jean Morel de trois rapports, au nom de la commission des douanes, sur trois projets de lois adoptés par la Chambre des députés :
 - Le 1^{er}, portant ratification du décret du 7 août 1916 prohibant la sortie, ainsi que la réexportation, en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des tabacs de toute espèce;
 - Le 2^e, portant ratification du décret du 21 juin 1917 qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse;
 - Le 3^e, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises.
7. — Dépôt d'une proposition de loi de MM. Guillaume Chastenot, Monis, Guérin, Courrégeloungue et de La Batut, tendant à compléter le premier alinéa de l'article 57 du code civil concernant la nationalité. — Renvoi à la commission nommée le 27 novembre 1913, relative à divers articles du code civil.
 - Dépôt d'une proposition de loi de M. Jean Codet relative à l'ancienneté des officiers de réserve ou de territoriale admis dans l'armée

active depuis le jour de la mobilisation. — Renvoi à la commission de l'armée.

8. — Communication d'une lettre de M. le président de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations demandant à déposer en séance du Sénat le rapport sur les opérations de 1916. — Fixation du dépôt à la prochaine séance publique.
9. — Fixation de la date de discussion d'interpellations :
 - Observations de MM. Vidal de Saint-Urbain, et T. Steeg, ministre de l'intérieur.
 - Observations de MM. Louis Martin, Pérés et Louis Barthou, ministre des affaires étrangères.
 - Fixation au jeudi 15 novembre de la discussion de l'interpellation de M. Louis Martin sur la crise ministérielle et la politique générale, et de l'interpellation de M. Pérés sur les raisons qui ont motivé le remplacement de M. le ministre des affaires étrangères.
 - Fixation au vendredi 16 novembre de la discussion de l'interpellation de M. Vidal de Saint-Urbain relative à l'occupation de certains établissements d'enseignement libre de l'Aveyron.
10. — Prise en considération de la proposition de loi de M. Guillaume Chastenot tendant à la défense du trésor historique et artistique de la France. — Renvoi aux bureaux.
11. — 1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant abrogation de la loi du 16 mai 1865 sur la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques.
 - Déclaration de l'urgence.
 - Adoption des quatre articles et de l'ensemble du projet de loi.
12. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances :
 - 1^o des conclusions du rapport de M. Reynald sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre;
 - 2^o des conclusions du rapport de M. Perreau relatif aux écrivains du personnel administratif de la marine,
13. — Règlement de l'ordre du jour.
14. — Congé.
 - Fixation de la prochaine séance au jeudi 8 novembre.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Amic, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du vendredi 26 octobre. Le procès-verbal est adopté.

2. — COMMUNICATION RELATIVE AU DÉCÈS DE M. AUDIFFRED, SÉNATEUR DE LA LOIRE

M. le président. Mes chers collègues, le Sénat vient de perdre encore un de ses membres qui apportait à ses travaux une sérieuse et assidue collaboration, M. Audiffred, sénateur de la Loire.

Audiffred fut nommé par le Gouvernement du 4 septembre sous-préfet de Roanne où il était déjà avocat. Son tempérament ardent l'attira dès l'année suivante à la politique active et, après avoir été conseiller général, il fut élu député en 1879 contre Blanqui. Choisi comme sénateur en 1894, il démissionna aussitôt de ce nouveau mandat pour rester au Palais-Bourbon et ne revint parmi nous qu'en 1904, en remplacement de Waldeck-Rousseau. C'était donc à la fois un républicain de la première heure et un des doyens du Parlement.

Son activité, son goût du travail, sa curiosité et sa préoccupation inquiètes des grands intérêts nationaux, lui avaient fait ici une place importante et lui constituaient en même temps une physiologie personnelle très caractérisée. Nous l'avons vu s'occuper comme président et rapporteur de

commissions, comme orateur à cette tribune, comme propagandiste dans le pays, du reboisement des montagnes, de l'outillage national, principalement de l'amélioration des voies fluviales, des conditions du travail dans les établissements industriels, des sociétés de secours mutuels, des monuments historiques, et enfin des recherches scientifiques auxquelles il avait fait apporter le précieux appoint d'une importante subvention budgétaire. (Très bien! très bien!)

S'il avait dû survivre à cette guerre, nul doute qu'il ne se fût passionnément attelé aux grands problèmes de reconstitution économique qui dominent déjà notre prochain horizon. Car c'était avant tout un passionné et il semblait avoir réuni en lui la fougue expansive du Midi dont il était originaire et la sombre ardeur des Cévennes dont il avait fait son pays d'adoption. (Approbation.) C'est une force que nous perdons dans un temps où toutes nos ressources de pensées et de foi patriotiques nous sont si nécessaires! (Vifs applaudissements.)

En votre nom, messieurs, j'adresse à sa famille l'hommage de nos regrets et de nos condoléances. (Assentiment unanime.)

3. — EXCUSES ET DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. M. Lebert s'excuse de ne pouvoir assister à la séance d'aujourd'hui ni aux séances qui suivront jusqu'au 12 novembre.

M. Fagot s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Combes s'excuse également de ne pouvoir assister à la séance et demande un congé.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

4. — DEMANDE EN AUTORISATION DE POURSUITES CONCERNANT UN SÉNATEUR

M. le président. Messieurs, j'ai reçu une demande en autorisation de poursuites contre un sénateur.

La demande est renvoyée aux bureaux. Elle sera imprimée et distribuée.

5. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. T. Steeg, ministre de l'intérieur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver la résiliation de la concession du chemin de fer d'intérêt local de Nemours à Marnia, avec embranchement vers Nedromah.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des chemins de fer.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'armement, de M. le ministre des finances, de M. le ministre des affaires étrangères et au sien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'augmenter ou de diminuer des droits d'entrée.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.

Il sera imprimé et distribué.

6. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Chéron. M. Henry Chéron. J'ai l'honneur de dé-

poser sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France.

J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

La parole est à M. Milan.

M. Milan. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des chemins de fer, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet d'approuver un avenant à la convention de concession des voies ferrées d'intérêt local du Mans à Alençon, de Foulletourte à la Flèche et du Mans à Château-du-Loir, et de modifier les conditions de l'allocation partielle aux dites lignes de la subvention de l'Etat.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Morel.

M. Jean Morel. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat trois rapports faits au nom de la commission des douanes, chargée d'examiner trois projets de lois, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant ratification du décret du 7 août 1916 prohibant la sortie ainsi que la réexportation en suite d'entrepôt, de dépôt, de transit et de transbordement des tabacs de toute espèce;

Le 2^e, portant ratification du décret du 21 juin 1917 qui a majoré les droits d'importation des tabacs en Corse;

Le 3^e, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie sur diverses marchandises.

M. le président. Les rapports seront imprimés et distribués.

La parole est à M. Flandin.

M. Etienne Flandin. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de l'armée, chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à attribuer certains emplois civils dépendant de l'administration coloniale aux anciens militaires indigènes blessés en campagne et libérés.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

7. — DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de MM. Chastenet, Monis, Guérin, Courrégelongue et de La Batut une proposition de loi tendant à compléter le premier alinéa de l'article 57 du code civil.

Si l'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission relative à divers articles du code civil concernant la nationalité, nommée le 27 novembre 1913. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

J'ai reçu de M. Jean Codet une proposition de loi relative à l'ancienneté des officiers de réserve ou de territoriale admis dans l'armée active depuis le jour de la mobilisation.

Si l'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission de l'armée. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

8. — COMMUNICATION D'UNE LETTRE DU PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE SURVEILLANCE DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

M. le président. J'ai reçu du président de la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations la lettre suivante :

« Paris, le 26 octobre 1917.

« Monsieur le président,

« Aux termes des articles 114 de la loi du 28 avril 1816 et 10 de la loi du 29 décembre 1888, la commission de surveillance des caisses d'amortissement et des dépôts et consignations doit remettre, chaque année, aux deux Chambres, un rapport sur la direction morale et la situation matérielle de ces établissements.

« J'ai l'honneur, monsieur le président, de vous prier de vouloir bien me faire connaître le jour auquel la commission sera admise à déposer en séance publique le rapport sur les opérations de 1916.

« Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le sénateur,

« président de la commission de surveillance,

« V. LOURTIES. »

Je propose au Sénat de fixer à sa prochaine séance, en tête de l'ordre du jour, le dépôt du rapport en séance publique.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

9. — FIXATION DE LA DATE D'INTERPELLATIONS

M. le président. Je rappelle au Sénat que M. Vidal de Saint-Urbain a, dans une précédente séance, déposé une demande d'interpellation relative à l'occupation de certains établissements d'enseignement libre de l'Aveyron par un groupe d'internés. La parole est à M. Vidal de Saint-Urbain sur la date de la discussion de cette interpellation.

M. Vidal de Saint-Urbain. D'accord avec M. le ministre de l'intérieur, je demande au Sénat de vouloir fixer la discussion de mon interpellation au jeudi 15 novembre.

M. T. Steeg, ministre de l'intérieur. Nous sommes d'accord.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

Donc, messieurs, la discussion de l'interpellation de M. Vidal de Saint-Urbain serait inscrite à l'ordre du jour de la séance du jeudi 15 novembre.

Je rappelle également au Sénat qu'il a été déposé deux autres demandes d'interpellation : l'une, de M. Louis Martin, sur la crise ministérielle et la politique générale; l'autre, de M. Pérès, sur les raisons qui ont motivé le remplacement de M. le ministre des affaires étrangères.

Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de ces interpellations ?...

M. Louis Barthou, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le ministre. Messieurs, je suis chargé par M. le président du conseil de l'excuser auprès du Sénat et d'expliquer à la haute Assemblée les raisons pour lesquelles il s'est trouvé pour la seconde fois dans l'impossibilité d'assister à la fixation de la date des interpellations de MM. Pérès et Louis Martin. Je demande aux honorables interpellateurs de vouloir bien accepter, comme date fixe, la séance du vendredi 16 novembre. M. le président du conseil, désireux de fournir des explications au Sénat, se trouvera dans l'impossibilité de venir de-

vant vous à une date plus prochaine : il a accepté pour mardi prochain, à la Chambre, une interpellation sur la politique générale; le Sénat vient d'inscrire à son ordre du jour une interpellation qui prendra une partie de la séance du jeudi 15 novembre. Je crois, dans ces conditions, que la date du 16 novembre peut mettre d'accord les désirs des interpellateurs et le désir du Gouvernement.

Je n'ai pas à insister auprès du Sénat sur les raisons pour lesquelles M. le président du conseil n'a pu assister à la séance d'aujourd'hui. M. le président du conseil, ministre de la guerre, a dû se rendre en Italie avec M. Lloyd George : le Sénat tout entier connaît les raisons de ce voyage.

Maintenant que j'ai demandé au Sénat la fixation de la discussion à la date du 16 novembre et indiqué les raisons du voyage de M. le président du conseil, je manquerais à un devoir si, pour la première fois que je suis à cette tribune, et dans les circonstances actuelles, je ne faisais une simple déclaration au Sénat.

Le Sénat connaît les épreuves que traverse l'Italie. Le Sénat — comme la nation tout entière, comme tous les cœurs français — s'associe à cette épreuve et en partage l'émotion. La France sait les circonstances dans lesquelles l'Italie a successivement déclaré la guerre à l'Autriche et à l'Allemagne. L'Italie s'est rangée du côté du droit. C'est pour défendre la cause du droit, c'est pour la coordonner et pour la conduire à sa juste fin que M. le président du conseil s'est rendu en Italie. C'est pour assurer le triomphe du droit que, dans un sentiment de solidarité fraternelle, les soldats français lutteront à côté des soldats italiens. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs.*)

M. Louis Martin. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Louis Martin.

M. Louis Martin. Messieurs, je comprends trop bien le sentiment de M. le président du conseil pour faire la moindre objection à la fixation au 16 novembre de la date de mon interpellation.

M. Pérès. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Pérès.

M. Pérès. Messieurs, j'avais l'intention — si M. le président du conseil avait été au banc du Gouvernement — de demander la discussion immédiate de mon interpellation, à raison même de son caractère d'urgence.

Je m'incline devant les raisons données par M. le ministre des affaires étrangères, au nom de M. le président du conseil, mais j'insiste pour que cette discussion ait lieu dans le plus bref délai.

Si M. le président du conseil doit être présent à une séance de la Chambre des députés, mardi prochain, il pourrait être également présent à une séance du Sénat fixée à cette même date. (*Mouvements divers.*)

M. Dominique Delahaye. On ne peut pas discuter les deux questions le même jour.

M. Pérès. Je ne vois pas pourquoi le Sénat ne serait pas aussi bien traité que la Chambre des députés.

M. Dominique Delahaye. L'affaire a déjà été traitée une première fois à la Chambre : c'est une raison.

M. le ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. le ministre. Messieurs, je crois véritablement inutile d'insister. Je demande au Sénat de se ranger tout entier aux raisons que j'ai eu l'honneur de faire valoir devant lui. L'une au moins des interpellations déposées à la Chambre des députés l'avait été

avant que le Sénat fût saisi des demandes d'interpellation des deux honorables membres de cette Assemblée.

M. Dominique Delahaye. C'est vrai.

M. le ministre. M. Pérès demande la date la plus rapprochée. J'ai dit que M. le président du conseil ne pourrait être rentré à Paris avant la fin de cette semaine. La date la plus rapprochée pour un débat parlementaire, c'est donc mardi; or, ce jour-là, M. le président du conseil sera retenu à la Chambre des députés. J'aurais très volontiers, au nom du Gouvernement — je donne à M. Pérès et au Sénat l'assurance qu'il n'est pas dans les intentions du Gouvernement de se dérober — j'aurais, dis-je, accepté avec empressement la date du 15 novembre, mais le Sénat vient de fixer pour cette date une autre interpellation. Toutefois, il va de soi que si le Sénat, estimait que les interpellations de MM. Pérès et Louis Martin doivent être discutées le jeudi 15, avant celle de M. Vidal de Saint-Urbain adressée à M. le ministre de l'intérieur, le Gouvernement n'y ferait pas obstacle.

M. Pérès. Je m'en remets, bien entendu, au Sénat pour la fixation de la date de mon interpellation, mais je me permets d'insister pour que cette date soit la plus rapprochée possible. Puisque le Gouvernement doit répondre à une interpellation, à la Chambre des députés, le mardi 13 novembre, il me paraît que le Sénat pourrait avoir séance le lundi. (*Bruit.*)

M. Vidal de Saint-Urbain. Si M. le ministre de l'intérieur y consent, je ne fais aucune difficulté à ce que la discussion de mon interpellation, qui a été fixée au jeudi 15, soit reportée à une autre date.

M. le ministre. Je déclare au Sénat que s'il estimait que les interpellations de MM. Pérès et Louis Martin fussent venir avant l'interpellation de M. Vidal de Saint-Urbain, c'est-à-dire avant le jeudi 15 novembre, M. le ministre de l'intérieur n'y ferait pas obstacle.

Le Sénat ne peut que constater la bonne volonté du Gouvernement en présence des raisons que j'ai fait valoir.

M. Vidal de Saint-Urbain. Monsieur le président, ainsi que je le disais tout à l'heure, je ne fais aucune difficulté pour que soit fixée au jeudi 15 l'interpellation de M. Pérès, mais à la condition que mon interpellation vienne le lendemain vendredi.

M. le président. Je consulte le Sénat sur la fixation au jeudi 15 novembre de la discussion des interpellations de MM. Pérès et Louis Martin.

(Le Sénat décide que la discussion de ces interpellations aura lieu le jeudi 15 novembre.)

M. le président. Quant à l'interpellation de M. Vidal de Saint-Urbain, sa discussion serait fixée au vendredi 16 novembre.

Il n'y a pas d'opposition?...

Il en est ainsi décidé.

10. — PRISE EN CONSIDÉRATION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion sur la prise en considération de la proposition de loi de M. Guillaume Chastenot, tendant à la défense du trésor historique et artistique de la France.

La commission conclut à la prise en considération de la proposition de loi.

Si personne ne demande la parole, je mets aux voix les conclusions de la commission.

(Les conclusions de la commission sont adoptées.)

M. le président. En conséquence, la proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

11. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A LA FABRICATION ET A LA VENTE DES INSTRUMENTS DE MUSIQUE MÉCANIQUES

M. le président. L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant abrogation de la loi du 16 mai 1836 sur la fabrication et la vente des instruments de musique mécaniques.

M. Catalogne, rapporteur. J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. le président. Je donne lecture de l'article 1^{er}:

« Art. 1^{er}. — La loi du 16 mai 1836, relative aux instruments de musique mécaniques, est abrogée. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Sera néanmoins licite la reproduction, par des instruments de musique mécaniques, des airs de musique qui auront été adaptés à des instruments de cette nature avant la mise en vigueur de la présente loi.

« Continuera à être dispensée de toute autorisation du compositeur ou de ses ayants cause la reproduction, par des jouets dits « boîtes à musique » ou instruments analogues, d'airs incomplets, au moyen de cylindres n'ayant pas plus de 40 centimètres de longueur et 5 centimètres de diamètre. » — (Adopté.)

« Art. 3. — Dans le délai de deux mois qui suivra la promulgation de la présente loi, les fabricants d'instruments de musique mécaniques, les fabricants ou éditeurs de parties séparées destinées à des instruments de ce genre remettront au ministre des beaux-arts un catalogue exact et complet des airs de musique adaptés par eux antérieurement à cette promulgation ou faisant partie du fonds de commerce par eux exploité.

« L'administration des beaux-arts arrêtera la liste générale de ces airs, qui sera publiée au *Journal officiel*. Aucun air de musique ne bénéficiera de l'immunité stipulée à l'article 2 ci-dessus, s'il ne figure sur cette liste générale, à moins que la preuve ne soit apportée par le fabricant qu'il y a été indûment omis. Les auteurs, de leur côté, conserveront la faculté de faire la preuve qu'un air figurant sur cette liste n'avait pas fait l'objet d'une adaptation avant la promulgation de la loi. » — (Adopté.)

« Art. 4. — Les infractions aux dispositions de la présente loi sont soumises aux dispositions des articles 425 et suivants du code pénal. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

12. — RENVOI, POUR AVIS, DE DEUX RAPPORTS A LA COMMISSION DES FINANCES

M. le président. La parole est à M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances.

M. Milliès-Lacroix, rapporteur général de la commission des finances. J'ai l'honneur de demander au Sénat de vouloir bien ren-

voyer, pour avis, à la commission des finances les conclusions de la commission spéciale qui a été chargée d'examiner le projet de loi sur la réparation des dommages de guerre.

Je fais la même demande en ce qui concerne le rapport de M. Perreau sur la proposition de loi relative aux écrivains du personnel administratif de la marine.

La commission des finances rédigera ses avis dans le plus bref délai possible, afin de permettre au Sénat d'ouvrir très prochainement la discussion sur ces projets.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, les deux rapports sont renvoyés, pour avis, à la commission des finances. (*Adhésion.*)

13. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux ;

Nomination d'une commission pour l'examen des articles 29 à 35 de la loi de finances de l'exercice 1914, relatif à la suspension de la vocation héréditaire ;

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Guillaume Chastenot, tendant à la défense du trésor historique et artistique de la France ;

A trois heures, séance publique :

Rapport de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1916 de ces deux établissements ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis, dans les territoires occupés par l'ennemi et en Alsace-Lorraine ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'agriculture, sur l'exercice 1917, d'un crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour secours aux agriculteurs éprouvés par la grêle, les orages, les ouragans et les inondations de 1917 ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à permettre la formation de syndicats de communes pour contribuer à la reconstitution des localités détruites par la guerre.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance publique ?

M. Galup. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Galup.

M. Galup. Au nom de M. Chéron, rapporteur de plusieurs projets dont l'urgence est extrême, et en mon nom propre, je demande au Sénat de vouloir bien se réunir jeudi prochain 8 novembre.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition à la fixation au jeudi 8 novembre de la prochaine séance du Sénat? (*Adhésion.*)

Le Sénat se réunira donc à deux heures et demie dans les bureaux, et à trois heures en séance publique, le jeudi 8 novembre, avec l'ordre du jour qui vient d'être fixé.

14. — CONGÉ.

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder à M. Combes un congé.

Il n'y a pas d'opposition?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole?...
La séance est levée.
(La séance est levée à trois heures cinquante minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... »

1641. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 29 octobre 1917, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de l'intérieur si un garde forestier communal mobilisé, gagnant 75 fr. par mois et ayant femme et deux enfants en bas-âge, n'a pas droit à l'allocation et aux majorations.

1642. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 octobre 1917, par M. A. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les circulaires consécutives accordant une augmentation de salaire au personnel civil des divers services militaires ne prévoient pas d'augmentation en faveur des femmes manutentionnaires de l'habillement.

1643. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 octobre 1917, par M. A. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'accorder aux mères, veuves de la guerre employées dans les divers services militaires, pour les permissions de leurs fils mobilisés, des congés payés comme ceux accordés aux femmes pour les permissions de leurs maris.

1644. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 octobre 1917, par M. A. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si l'inscription au livret individuel d'une profession quelconque prévaut pour motiver le refus du bénéfice des dispositions des circulaires ministérielles concernant les permissions agricoles, contre un certificat d'ouvrier agricole ou de propriétaire exploitant.

1645. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 octobre 1917, par M. A. Maureau, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si l'on peut refuser une permission agricole à un mobilisé fournissant les certificats exigés parce que les permissions agricoles doivent être confondues avec les permissions de détente, ou qu'il n'y a pas quatre mois que le mobilisé agriculteur est rentré de sa permission de détente.

1646. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 1^{er} novembre 1917, par M. le marquis de Kérourat, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre quel est le régime applicable pour la mise en sursis des militaires du service auxiliaire des classes 1903 et plus jeunes. Le décret du 5 octobre visant les hommes du service armé et celui du 24 septembre étant abrogé.

1647. — Question écrite, remise à la pré-

sidence du Sénat, le 2 novembre 1917, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture si un sujet d'une puissance belligérante peut obtenir un permis de chasse.

1648. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 2 novembre 1917, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture d'autoriser les mobilisés, pêcheurs professionnels, ou fermiers de lots de pêche dans des lacs régionaux, détachés à la terre comme agriculteurs, à pêcher, pour la vente du poisson, plusieurs jours par semaine.

1649. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 novembre 1917, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre des finances que des permissions exceptionnelles d'un mois soient accordées aux notaires mobilisés en vue de faire souscrire au prochain emprunt et de préparer les déclarations de successions qui n'ont pu être faites dans les délais légaux.

1650. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 3 novembre 1917, par André Lebert, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si, antérieurement à la loi du 10 août 1917, un officier (de l'active, à titre définitif), obligé de rester, sans toutefois être jugé incurable, plus de six mois sans faire de service en suite de blessure reçue ou maladie contractée ou aggravée en campagne, peut être mis en non-activité pour infirmités temporaires.

1651. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 5 novembre 1917, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si une blessure accidentelle, reçue au front en service commandé et à l'occasion du service, entraînant l'amputation d'un membre, crée des droits à l'obtention de la médaille militaire.

1652. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 6 novembre 1917, par M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un territorial auxiliaire, père de trois enfants, peut être envoyé à l'armée d'Orient.

1653. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 6 novembre 1917, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre quels délais et compensations auront les permissionnaires de certaines communes distantes de 23 ou 28 kilomètres de la gare lorsque, pendant les mois d'hiver, le service des voitures publiques sera suspendu.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

1599. — M. Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un homme de la classe 1909, nommé élève-gendarme à cheval, le 23 mai 1912, et servant dans cette arme, est visé par les dispositions de la loi du 10 août 1917. (Question du 4 octobre 1917.)

Réponse. — L'intéressé servant effectivement dans la gendarmerie à la date du 1^{er} août 1914, est exempté du versement dans une unité combattante. (Art. 2, § 6, de la loi du 10 août 1917.)

1603. — M. Sauvan, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, si les instructions relatives à l'affectation à leur résidence du temps de paix, des officiers du service de santé, âgés de plus de 48 ans, dépourvus de tout mandat politique, s'appliquent aux officiers de complément du service vétérinaire. (Question du 10 octobre 1917.)

Réponse. — Les vétérinaires de complément,

âgés de plus de 48 ans, non pourvus de mandats politiques, peuvent être affectés dans la ville où ils avaient leur résidence en temps de paix.

1605. — M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre des finances si le propriétaire consentant des réductions ou exonérations amiables de loyer à tous les locataires d'un même immeuble bénéficiera de la remise d'impôts prévue à l'article 5 de la loi de finances du 29 juin 1917 sur la totalité des loyers de ces locataires qui, malgré cette remise gracieuse, n'auront rien payé. (Question du 13 octobre 1917.)

Réponse. — Tant que les dispositions de l'article 5 de la loi du 29 juin 1917 seront en vigueur, le propriétaire en cause pourra bénéficier non seulement d'une remise d'impôts proportionnelle à la réduction de loyer qu'il aura amiablement consentie, mais encore, en ce qui concerne le surplus des impôts, d'une suspension de paiement calculée eu égard à la partie des revenus de l'immeuble qui n'auraient pas été perçus par suite des décrets moratoires.

1606. — M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi un sous-officier de l'armée d'Orient, dont la permission de détente, après deux ans, a été ajournée à la suite du départ précité de son unité n'avait pas obtenu, au 10 septembre 1917, de réponse pour sa permission demandée le 4 juillet 1917. (Question du 13 octobre 1917.)

Réponse. — Afin de permettre d'ordonner une enquête, le cas échéant, l'honorable sénateur est prié de vouloir bien faire connaître le nom et l'affectation du militaire dont la situation est signalée.

1610. — M. Dellestable, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un vétérinaire auxiliaire, du service auxiliaire, classe 1902, peut être nommé à titre temporaire vétérinaire aide-major de 2^e classe en restant affecté au service de l'intérieur. (Question du 15 octobre 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative, mais l'intéressé pourra, si les nécessités de service l'exigent, être envoyé aux armées.

1611. — M. Dellestable, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un étudiant en pharmacie (classe 1918) ayant accompli son stage avant son incorporation dans un régiment d'artillerie lourde, peut réclamer son affectation à une section d'infirmiers militaires par application de l'article 2, paragraphe 3, de la loi du 10 août 1917. (Question du 15 octobre 1917.)

Réponse. — Le paragraphe 3 de l'article 2 de la loi du 10 août 1917 ne vise que les étudiants en pharmacie actuellement incorporés dans le service de santé.

En ce qui concerne les étudiants en pharmacie affectés dans des armes ou des services autres que le service de santé, seuls les étudiants en pharmacie du service armé ayant deux inscriptions sont versés de droit dans les sections d'infirmiers.

1613. — M. Paul Bersez, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un sous-officier nommé agent après 18 mois de front dans les Trésors et postes, et déclaré inapte par une commission de réforme, est visé par la loi du 10 août 1917 et doit passer une nouvelle visite. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative, s'il appartient à l'une des classes 1913 et plus jeunes.

1615. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite, posée le 16 octobre 1917, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

1616. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi la surdité complète et incurable, contractée au service, ne figure pas parmi les infirmités prévues aux décrets des 14 juillet, 31 octobre 1916 et 9 avril 1917, relatifs aux emplois réservés dans les administrations aux réformés n° 1. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — La question de l'admission dans les cadres des administrations de l'Etat des réformés n° 1 ou retraités par suite d'infirmités résultant de blessures reçues ou de maladies contractées devant l'ennemi, au cours de la guerre actuelle, atteints de surdité complète et incurable a été examinée.

La plupart des administrations ont présenté des réserves formelles, à ce sujet, en faisant remarquer que cette admission serait nuisible à la marche des services et qu'il serait impossible d'établir une règle générale pour ladite admission, la faculté de rééducation variant suivant les sujets. Il n'a pas été possible, dans ces conditions, d'admettre la surdité complète et incurable parmi les infirmités compatibles avec les emplois réservés.

1617. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, dans l'artillerie spécialement, des jeunes gens des classes 1914 à 1918 sont promus aspirants et sous-lieutenants avant les sous-officiers provenant des engagés volontaires d'avant la guerre, qui se destinaient à la carrière militaire. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — Les sous-officiers d'artillerie qui se destinent à la carrière militaire peuvent être désignés pour un cours de perfectionnement. Douze cours de cette nature ont été institués pendant les trois premières années de la guerre, et chacun d'eux a réuni un nombre d'élèves très supérieur à celui des cours annuels du temps de paix.

Quant aux jeunes gens des classes 1914 à 1918 qui ont été promus aspirants et sous-lieutenants, ils ont pris part à un concours qui se réfère à l'article 14 de la loi du 7 août 1913 sur le recrutement de l'armée.

1619. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 16 octobre 1917, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

1620. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi les chirurgiens dentistes diplômés, pourvus du grade d'adjudant, ayant au moins six mois de présence effective au front, ne sont pas promus au grade de sous-lieutenant. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — Aux termes de la réglementation actuellement en vigueur, les dentistes diplômés ne peuvent être pourvus de l'emploi de dentiste militaire; la question de leur accession à un grade qui les assimilerait aux sous-lieutenants est à l'étude.

1625. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture par quelle mesure sera contravée la spéculation sur les scories de déphosphoration qui, sortant de l'usine à 8 fr. ou 8 fr. 50 les 100 kilogr., sont payés par le cultivateur de 23 à 25 fr. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — Une entente est en voie de se faire entre les industriels producteurs de scories et le ministre de l'agriculture, en vue d'uniformiser et de stabiliser les prix de vente de ces engrais et de mettre les agriculteurs et les associations agricoles en relation directe avec lesdits industriels, pour éviter la spéculation des intermédiaires.

Le département de l'agriculture contrôlera la répartition de cet engrais, dont la production, malgré tous ses efforts, est loin de répondre à tous les besoins, pour les raisons exposées dans un rapport à M. le Président de la République, qui a été inséré au Journal officiel du 28 septembre dernier.

1626. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique quand seront décernées aux instituteurs les récompenses pour l'année 1916 (mentions honorables et médailles), dont le tableau est préparé depuis plusieurs mois. (Question du 16 octobre 1917.)

Réponse. — Les récompenses honorifiques (médailles d'argent, médailles de bronze et mentions honorables) concernant les instituteurs leur ont été décernées pour l'année 1916 par arrêtés des 2 août et 5 octobre 1917.

1628. — M. le marquis de Kérouartz, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de préciser dans quelles conditions et à quelles classes (service armé ou auxiliaire) s'appliquent les prescriptions de la C. M. de la guerre du 28 septembre 1917, relative aux permissions de semailles. (Question du 18 octobre 1917.)

Réponse. — Cette circulaire s'applique à tous les militaires agriculteurs en service dans les régions, à l'exception : 1° de ceux qui relèvent du ministre de l'armement; 2° des hommes à l'instruction, savoir : classe 1918, service armé; récupérés de la loi du 20 février, service armé; récupérés des classes 1913 à 1917, service armé.

1630. — M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un soldat envoyé en renfort dans une unité doit, après expiration du délai de quatre mois nécessaire pour avoir une permission de détente, prendre son tour à la gauche ou être classé dans l'ordre de date des permissionnaires de cette nouvelle unité. (Question du 20 octobre 1917.)

Réponse. — L'honorable sénateur est prié de vouloir bien se reporter aux articles 42 et 43 de l'instruction sur les congés et permissions insérée au Journal officiel du 6 septembre 1917, qui répond à la question posée.

1632. — M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre des affaires étrangères si le Gouvernement français a donné son consentement au rapatriement en masse des prisonniers de guerre, au paiement de la solde supplémentaire de 1 fr. par soldat interné en Suisse et à la réunion d'une conférence internationale tendant à régler l'internement et le rapatriement des prisonniers, l'accord sur ces trois questions ayant été réalisé avec les autres puissances. (Question du 22 octobre 1917.)

Réponse. — 1° Pour des raisons d'ordre militaire, le Gouvernement français n'a pas donné son consentement au rapatriement en masse des prisonniers de guerre, qui, d'ailleurs n'a jamais été proposé sous cette forme générale; 2° le second point visé dans la question concerne évidemment une demande du gouvernement suisse tendant à l'augmentation de 1 fr. par jour non de la solde des internés, mais du prix de la pension payée par le Gouvernement français pour les prisonniers français internés en Suisse, cette demande étant basée sur l'augmentation considérable du prix des denrées. La question est actuellement soumise à l'examen des commissions du budget du Sénat et de la Chambre des députés; 3° le Gouvernement français n'a pas été invité à prendre part à une conférence internationale tendant à régler l'internement et le rapatriement des prisonniers. Il n'a pas connaissance qu'une conférence de cette nature ait eu lieu à laquelle des représentants des Etats belligérants et neutres auraient assisté.

1638. — M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics quelles mesures seront prises pour réviser le décret du 18 juin 1912, qui a diminué le traitement des commis des ponts et chaussées parce qu'ils ont subi avec succès l'examen professionnel et ont été nommés au grade supérieur, et réparer le préjudice causé tant au point de vue traitement qu'au point de vue retraite. (Question du 24 octobre 1917.)

Réponse. — Les commis des ponts et chaussées, dénommés aujourd'hui adjoints techniques des ponts et chaussées, promus conduc-

teurs à la suite d'un examen professionnel dont les conditions ont été fixées par le décret du 18 juin 1912, débutent, d'une façon générale, par une classe leur assurant un traitement inférieur à celui dont ils bénéficiaient dans le corps des adjoints techniques. Des réclamations ont été formulées par les intéressés. Après les avoir étudiées, l'administration des travaux publics a recherché les moyens pratiques de solutionner la difficulté, et, après avoir consulté une commission spéciale instituée par un arrêté ministériel du 13 mai 1916, elle a préparé un projet de décret accordant à chaque intéressé une indemnité de compensation égale à la différence existant, pour un même agent, entre le traitement d'adjoint technique qu'il recevait et celui de conducteur par lequel il débute, lorsque le premier est supérieur au second, étant entendu que cette indemnité diminuera au fur et à mesure des avancements successifs de l'intéressé, jusqu'au moment où le traitement de conducteur alloué à l'agent en cause deviendra égal ou supérieur à celui du traitement d'adjoint technique de base. L'affaire est encore à l'instruction.

1640. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1640, posée, le 25 octobre 1917, par M. Fabien Cesbron, sénateur.

Ordre du jour du jeudi 8 novembre.

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen des articles 29 à 35 de la loi des finances de l'exercice 1914, relatifs à la suspension de la vocation héréditaire. (Nos 244 et 272, année 1914.)

Nomination d'une commission pour l'examen de la proposition de loi de M. Guillaume Chastenot, tendant à la défense du trésor historique et artistique de la France. (Nos 245 et 298, année 1914.)

A trois heures, séance publique :

Rapport de la commission de surveillance de la caisse d'amortissement et de la caisse des dépôts et consignations sur les opérations de l'année 1916 de ces deux établissements.

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux saisies et ventes effectuées en pays ennemis, dans les territoires occupés par l'ennemi et en Alsace-Lorraine. (Nos 199 et 246, année 1917. — M. Galup rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur les obligations militaires des nationaux des pays alliés résidant en France. (Nos 339 et 355, année 1917. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ayant pour objet de permettre la titularisation des officiers qui se sont engagés volontairement pour la durée de la guerre. (Nos 319 et 356, année 1917. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de l'Agriculture, sur l'exercice 1917, d'un crédit extraordinaire de 20 millions de francs pour secours aux agriculteurs éprouvés par la grêle, les orages, les ouragans et les inondations de 1917. (Nos 312 et 324, année 1917. — M. Jules Develle, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à permettre la formation de syndicats de communes pour contribuer à la reconstitution des localités détruites par la guerre. (Nos 364, année 1916, et 342, année 1917. — M. Martinet, rapporteur.)